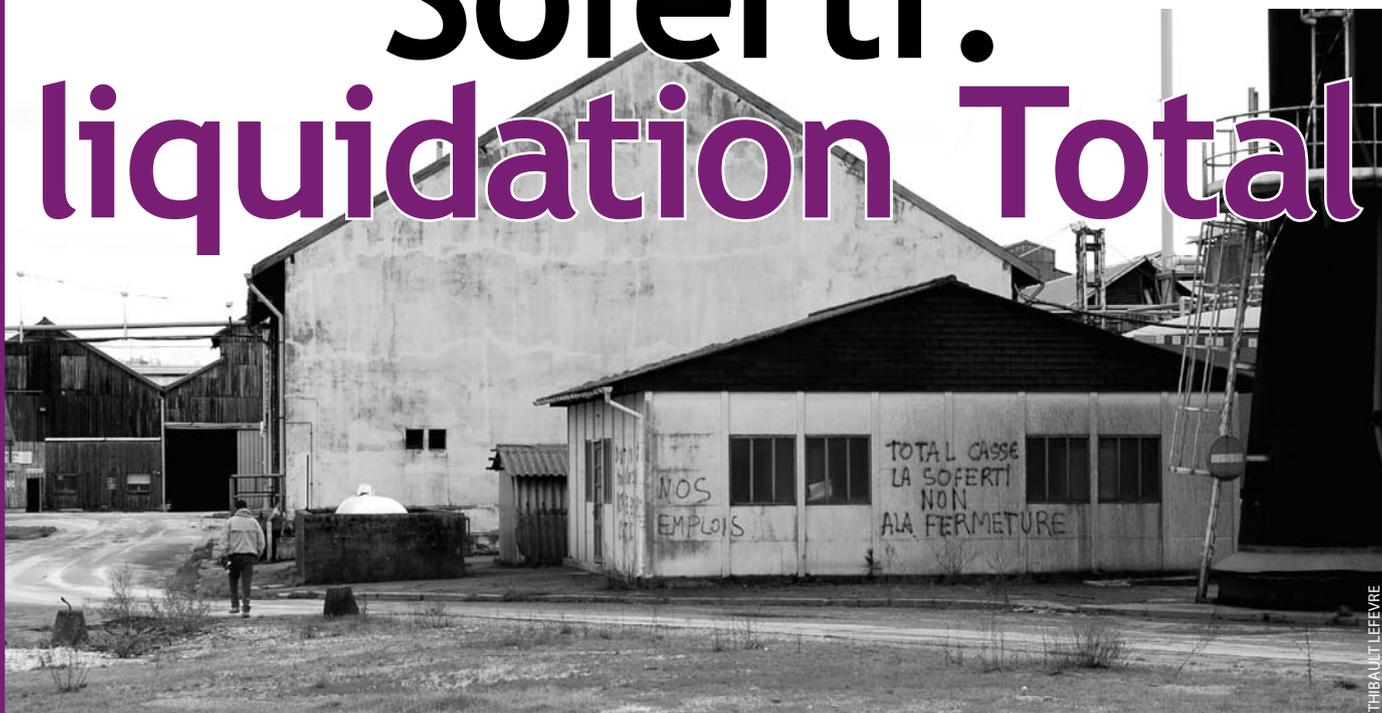


Soferti: liquidation Total



THIBAUT LEFEVRE

L'usine de la rive droite fabriquait des engrais. Cette filiale de Total a fermé mercredi.

pOLitique



D.R.

Dette publique

Invité surprise du débat 2007, le financement des promesses de campagne tarabuste les candidats. Page 9

aiLleurs

Colombie

A l'instar d'Ingrid Betancourt, 3 000 otages sont encore retenus par les Farc dans la jungle. Page 5



D.R.

eN quêTe



MANUEL RAMBAUD

Parrainages

Dernière ligne droite pour la collecte des signatures. Pour la LCR, ça rime avec galère Page 6 et 7

spOrt

Grégoire Yachvili

Le grand frère de Dimitri a le regard tourné vers la coupe du monde de rugby qu'il espère disputer avec la Géorgie. Page 11



ALICE REYNOLDS

traNspoRt

Floirac est sur les rails

La ligne B du tramway dessert dorénavant la commune. Un terminus qui désenclave enfin cette ville de l'Est bordelais.

La pluie essaie de jouer les trouble-fête. Sans succès car nombre d'habitants de Floirac, de Cenon et de Lormont sont là. Ils attendent l'arrivée du tram de 8 h 30 au nouveau terminus de la ligne B : Floirac Dravemont. Une forêt de parapluies entoure les institutionnels. Inauguration oblige. Sans eux, pas de coupe du ruban tricolore. Pendant que caméras et appareils photos cherchent à capturer la bonne image, madame le maire prononce son discours. Et comme ce mardi n'est certes pas comme les autres, la CUB offre le petit-déjeuner aux premiers voyageurs. Et ce, dans chaque nouvelle station : Jean Zay, La Marègne et Floirac. Avec un café chaud dans une main et un croissant dans l'autre, les gens semblent

heureux et ont la parole facile. Il est même possible de repartir avec le journal de la CUB sous le bras. Après une demi-heure de trajet, le tram s'arrête port de Bourgogne : cette fois, plus de doute, Floirac l'isolée a cessé d'être enclavée. Il aura fallu faire preuve de patience. Deux ans de travaux. Youcef, employé de la Communauté urbaine, note au passage l'absence d'Alain Juppé : « Peut-être qu'il n'est pas venu à cause de la pluie ? ». Un rendez-vous manqué qui n'empêche pas la fête. Pour des raisons économiques – et pratiques – évidentes, les Floiracais « avaient hâte que le tramway fonctionne. Avec les correspondances du bus,



Le tramway va changer la vie des Floiracais. PHOTO MHM

on mettait une heure pour se rendre à Bordeaux. » Un handicap, en un temps où le Pessacais plie son trajet en une petite demi-heure. De l'autre côté de la rue, un centre commercial aux allées encore désertes en cette heure matinale. Ici, les commerçants aussi attendent le tram de pied ferme. « Jusque là, les gens s'arrêtaient à La Morlette. Avec le nouveau parking, ils vont se garer à deux pas de chez nous. » Et le marchand de primeurs d'ajouter : « Ça va nous changer la vie ». Comme le souligne le slogan de la CUB, la tram attitude est en train de gagner Floirac.

MARIE-HÉLÈNE MERLINI

spOrt

Eric Baradat, le hand version femme

Eric Baradat et ses handballeuses viennent d'être distingués par le Conseil régional. Un trophée qui permet à un sport peu médiatisé d'être enfin à l'honneur.

À 41 ans, Eric Baradat est l'homme aux multiples casquettes du handball aquitain. Mais c'est surtout sa charge d'entraîneur adjoint de l'équipe de France, côté dames, qui a été distinguée lundi soir. Le trophée que la Région vient de lui descendre, il ne s'en moque certes pas. Mais il ne s'y attarde pas trop non plus. « Pour un sportif, la seule vraie récompense, c'est la compétition. » Et la victoire, bien sûr.

Le handball, Eric Baradat est tombé dedans alors qu'il était tout jeune. En bon Béarnais, il goûte aussi au ballon ovale. Inévitable quand papa préside la Section Paloise. Finalement, la vingtaine approchant, le garçon cultive plutôt sa vocation d'entraîneur et c'est le hand qui l'emporte. En décembre, il est du staff qui accompagne les Françaises sur le podium

européen. « J'en garde les souvenirs d'une médaille un peu inattendue, après une préparation un peu chaotique. » En cause, le passage de témoin entre deux générations. « Après notre titre mondial en 2003, on s'est planté les années suivantes. Alors, forcément, le retour dans l'élite est un moment savoureux, avec cette nouvelle équipe, renouvelée, plus jeune. C'est un travail de fond qui paye. »

« Les JO, notre Graal »

Un come-back qui tombe à pic, quelques mois avant le prochain Mondial, organisé en France, en décembre. « Ce sera la marche incontournable pour notre objectif ultime, Pékin 2008. Les Jeux olympiques, c'est notre Graal. L'Euro en Suède nous a redonné espoir (ils ont remporté le bronze, ndr). Maintenant, il va falloir garder cette confiance, être

persévérants. Ethumbles, aussi ». En plus de l'équipe de France, Eric Baradat travaille aujourd'hui au pôle espoir de Talence. « Je me partage entre l'élite et la formation, la détection des joueuses d'avenir. Rien de comparable avec ce que j'ai connu avant. Mais les allers-retours entre les deux sont indissociables. On ne parvient pas au haut-niveau sans passer par dix ans d'entraînement quotidien. » Sa carrière de coach, Eric Baradat la consacre donc au sport, version femme. « On a plus de paramètres à maîtriser, on ne peut pas amadouer les filles. Mais si le groupe a confiance en son entraîneur, on peut aller beaucoup plus loin dans le travail collectif. »

Maillon régional, ambition internationale

Le Trophée aquitain est donc un maillon régional confortable entre deux ambitions internatio-

nales. D'autant plus qu'entre le football et le rugby, il n'est pas toujours facile de se faire une place au soleil. Quelques microclimats arrivent malgré tout à exister sous l'imposante chape de plomb des deux grands frères, rugby et football. Le basket surfe dans les Landes, le canoë-kayak surnage dans les eaux pyrénéennes, et en Gironde, c'est le handball féminin qui rebondit. Entre Bègles, Mérignac et Mios-Biganos, trois clubs du cru évoluent dans l'élite nationale, sans jouer le titre. Du coup, le Conseil régional d'Aquitaine a décidé d'honorer cette dynamique. Quatre internationales, un entraîneur tricolore... Au final, que du beau monde.

JOSSELIN GIRET

sociAl

Sofertifermesansmaudire

Soferti, c'est bel et bien fini. Reclassements achevés, l'usine de fabrication d'engrais s'en va sans faire de bruit.

Des cheminées sans fumée, des allées vides, un silence interrompu par l'arrivée de quelques camions. Nous sommes quai de Brazza, numéro 108 : dans l'ancienne zone portuaire de Bordeaux, rive droite, à l'usine d'engrais Soferti. Les 13 hectares de tuyaux et de citernes ont fermé mercredi. Depuis plusieurs semaines, et pour quelques temps encore, la bête tournera auralenti. L'usine semble décharnée, la majorité des salariés est absente, déjà reclassée. Sur les 76 employés, seuls sept y travaillent encore. Leur mission : démonter méticuleusement, membre par membre, l'ensemble de la structure.

De la fronde syndicale de juin 2006, il ne reste plus que quelque chose d'atmosphère méfiante et craintive. Des salariés trop bavards sont encore étonnés la semaine dernière par deux jours de mise à pied. Donc prudence : la direction a l'œil. Pas de hargne, ni de grognard dans les rangs des salariés. Jean-Philippe, qui travaille ici depuis plus de 30 ans, se dit satisfait de cette situation. Il confie, rési-



Leur mission : démonter méticuleusement l'ensemble de la structure. PHOTOS THIBAUT LEFEVRE

gné : « Mon grand-père a posé la première pierre et moi, je démonte, c'est un cycle complet ». Un reclassement en béton pour cette filiale de Total, si l'on en croit les militants FO et CFDT. Seuls les cégétistes nuancent le bilan : « La plupart des employés partent

avec un salaire moindre. Certains se retrouvent même aux Assedic. Leur avenir reste incertain. » Pas de temps à perdre pour la direction. La démolition commence dès juin. Soferti ne sera plus qu'un terrain vide et la spéculation immobilière pourra

aller bon train. Pour Dominique Barbe, militante CGT, la municipalité y trouve son compte. La construction du pont Lucien-Faure et l'réaménagement de La Bastide ne sauraient attendre.

SONIA DE ARAUJO



CONTENT. Satisfaction devant le travail accompli. « Je suis content car une solution a été trouvée pour chacun des salariés ». Dominique Macé, 42 ans, ancien homme d'expérience car c'est la troisième usine qui ferme sous sa direction. Pourtant, celui qui est surnommé « le fossoyeur » par les militants, précise « ce n'est pas ma spécialité ».



TRISTE. « C'est désolant. J'ai une impression de gâchis. Voilà encore une usine qui met la clé sous la porte au nom du profit. » Croisé dans les couloirs, Jean-Claude, 63 ans, retraité est venu pour soutenir ses anciens collègues. Un brin nostalgique, il se rémémorait avec fierté ses 40 ans de service de Soferti, l'ambiance familiale. « On formait une vraie équipe. »



SOULAGÉ. « Il n'y a pas eu de licenciement sec. Toutes les personnes ont été reclassées », se réjouit Lionel Demazeau, la cinquantaine, délégué FO et agent de fabrication. « Le plan social s'est bien terminé, mais quitter ce site, après 25 ans de service, me rend un peu triste. Mon père travaillait là. L'entreprise avait plus d'un siècle de vie ».

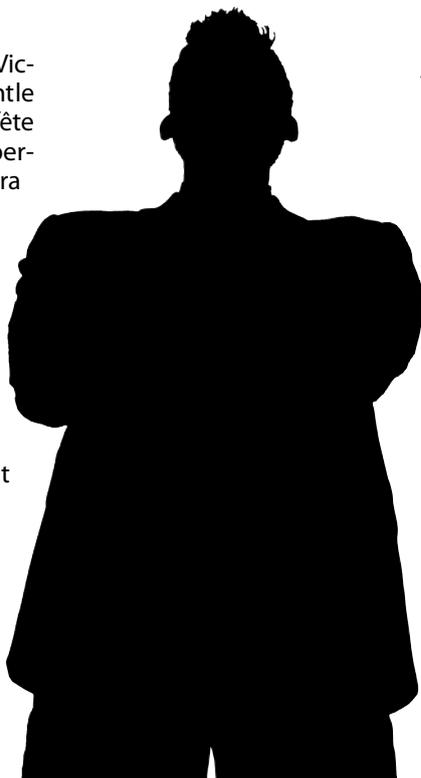
LAURENT TOURNEUX ET SONIA DE ARAUJO

égalité

Trop bronzés pour entrer

Deux boîtes de nuit bordelaises ont été prises en flagrant délit de discrimination raciale, grâce aux opérations « testing » de SOS racisme.

Samedi soir, place de la Victoire. Petite foule devant le bar Chez Auguste. La fête à travers les vitres. Cinq personnes aux origines qu'on dira exotiques, garçons et filles, se présentent à l'entrée. « Désolé, c'est pour les habitués », répond le videur. Dans les cinq secondes qui suivent, cinq autres teufeurs entrent, cette fois de type européen. Les témoins « demoralité » postés alentour ont tout vu et tout enregistré. Testeurs et témoins, tous sympathisants de SOS Racisme, porteront plainte peu après. L'association n'en est plus à son coup d'essai. Depuis six ans, plusieurs établissements de la nuit bordelaise ont ainsi été épinglés... mais



jamais condamnés.

Pourtant, grâce à une âpre bataille juridique « etaurécitédebatparlementaire, la justice commence à reconnaître le testing », se réjouit Samuel Thomas, vice-président de SOS Racisme. La discrimination est ainsi devenue un délit, dans une loi... de 2006 seulement ! On avance malgré tout.

Foin de fuites !

Mais prudence : l'opération doit être toujours plus discrète à mesure qu'elle est reconnue – et redoutée par les portiers. « Cette fois, on a sans doute eu des fuites, car des testeurs qui étaient jamais entrés dans tel ou tel bar horstestys ont entré pour la première fois samedi dernier. Deux établissements sur les huit testés, c'est bien peu par rapport à avril 2005, où 80 %

des testings étaient positifs », pointe Sandrine Mallet, la présidente de l'antenne bordelaise. Même constat à Paris : une centaine de personnes mobilisée, forcément, ça s'ébruite. Les pratiques discriminatoires ne disparaissent pas comme ça. Samuel Thomas espère au moins que les plaintes déposées aboutiront. « Saisies de bandes vidéos de surveillance ; investigations poussées des procureurs, par exemple en interrogeant d'anciens videurs ; gardes à vue et comparutions immédiates : la lutte contre la discrimination doit être affirmée » assène-t-il. Avec 4 5000 euros d'amende et 3 ans de prison ferme à la clé, il y a de quoi en faire trembler certains.

MANUEL RAMBAUD
ET GWEN CATHÉLINE

« Les boîtes racistes existent à Bordeaux »

Patrick¹ est videur en boîte de nuit. En réaction au testing organisé ce week-end par SOS Racisme, ce témoin de premier plan dénonce une réalité souvent couverte par l'omerta en vigueur dans toute une profession.

« J'ai travaillé dans différents types de boîtes, de la plus chic à la plus minable. Les critères de sélection qu'on nous demande d'appliquer sont d'abord la tenue vestimentaire. Ensuite, il faut que les groupes soient mixtes. Et puis, il y a le problème du racisme. Une fois, un patron m'adit : « Les rebeus, tules laisses pas entrer ». J'ai répondu que ce n'était pas ma façon de travailler, et je suis parti. J'ai bossé dans plusieurs boîtes

sur les quais. Dans l'une d'elles, j'assurais la sécurité à l'intérieur. J'avais quelques doutessurla façon dont ils sélectionnaient les clients. Une fois, j'ai remplacé un videur à l'entrée. Là, j'ai entendu le portier de service, un noir comme moi, refouler des arabes en les traitant de cafards. Il leur parlait comme à des animaux. Les mecs avaient la rage. Avant de dire ce que je pensais au collègue, j'ai attendu qu'ils soient partis, pour éviter l'émeute. Et puis je lui ai dit : « Pourquoi t'leur parles comme ça ? C'est leur couleur qui te pose problème ? Tu reproduis le racisme que tu subis toi-même tous

les jours ! » Mais il m'a envoyé bouler. Du coup, ça a été ma dernière soirée là-bas.

Il y a deux-trois boîtes qui fonctionnent comme ça quai de Paludate. Les responsables et les gars à l'entrée sont de mèche : il faut pas laisser passer un certain type de clientèle. Les boîtes

racistes existent et c'est pas normal. Beaucoup d'établissements laissent rentrer tout le monde... sauf quand la boîte

est pleine aux trois-quarts : alors elles se mettent à « sélectionner ».

Ce que j'ai envie de dire, en tant que professionnel, c'est qu'il ne faut pas avoir peur : quelle que

soit sa couleur, un mec peut déconner ou non. Le plus souvent, les problèmes sont liés à l'alcool ou à d'autres drogues. Et les jeunes des quartiers ne sont pas particulièrement en cause. Ça, c'est un cliché dangereux. En ce qui concerne le « testing » de SOS Racisme, c'est une super opération. Il faut que ça se multiplie, à condition d'être rigoureux dans la méthode utilisée. Je suis noir, et je subis la discrimination tous les jours. Comment je pourrais reproduire ça dans mon travail ? Je préfère travailler sainement, quitte à perdre de l'argent. »

PROPOS RECUEILLIS PAR M. R.
ET G. C.

¹ Par respect pour la confidentialité du témoignage, le prénom a été changé

cOLOMBIE

Les oubliés de la jungle

Ils sont plus de trois mille à être retenus par les Forces armées révolutionnaires colombiennes (Farc). Portraits des compagnons d'infortune d'Ingrid Betancourt.

Marc Beltra, l'étudiant français

Enlevé le : 3/12/2003
Durée de détention : 39 mois moins trois jours
Lieu de détention : ?
Motif de détention : ?
Libération : ?

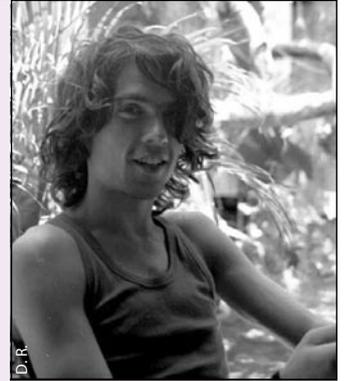
« Marco », comme l'appellent ses proches, a disparu depuis trois ans. Trois ans que sa famille est sans nouvelles de lui. Trois ans d'un lourd silence chargé de toutes les angoisses et de tous les espoirs. Marc est un étudiant de 22 ans en master d'espagnol à l'université Paris 3. Il se rend en Colombie en 2003 pour donner des cours de fran-

çais à l'université de Javeriana à Bogota. Parti en excursion touristique le 3 décembre sur le Javari, un affluent de l'Amazonie qui sert de frontière naturelle entre le Brésil et le Pérou, il doit être de retour le 15 décembre à Bogota pour repartir dans le nord du pays avec des copains. Il ne reviendra pas.

Marc disparaît dans des circonstances que tout le monde ignore. La zone où on a perdu sa trace n'est pas réputée pour être tenue par les Farc. Interrogés par les représentants français en Colombie au début de la disparition de Marc, les guerilleros nient d'ailleurs l'avoir capturé. Des expériences précédentes ont cependant montré que les Farc

savent également manier l'arme du mensonge. Marc a très bien pu être enlevé par des criminels et revendu aux Farc, scénario fréquent en Colombie.

En novembre dernier, le juge français chargé de l'enquête se rend sur place accompagné d'un policier de la brigade criminelle : « Ils ne sont venus que deux fois en trois ans. Et la première visite, c'était déjà un an après la disparition de mon fils ! », s'insurge la mère de Marc. Ces délais insupportables sont, pour une grande part, imputables à l'absence d'implication politique des autorités françaises dans ce dossier. Marc n'est ni journaliste, ni politique et c'est sûrement la raison de l'inertie



D.R.

des autorités colombiennes et françaises, une justice « deux poids, deux mesures » que dénonce sa mère. Tout simplement abject.

CYRIELLE STADLER

Clara Rojas, l'amie fidèle



D.R.

Enlevée le : 23/2/2002
Durée de détention : 60 mois et 6 jours
Lieu de détention : jungle colombienne
Motif de la détention : adversaire politique
Libération : ?

Clara Rojas est la fille d'une fratrie de cinq enfants. « La préférée », comme la surnomme sa mère. Femme énergique et discrète à la fois, Clara Rojas est chef de la campagne présidentielle d'Ingrid Betancourt. L'une mène campagne en tant que candidate à la présidence et l'autre vise la vice-présidence au titre du parti vert colombien.

Ensemble, elles sont kidnappées par les Farc dans le sud du pays. Loyale, elle refuse toute libération de connectée de celle de son amie. « Appelez cela de la loyauté ou de l'inconscience mais Clara n'aurait jamais laissé Ingrid seule », affirme sa mère, Clara Gonzalez Rojas.

Avocate de formation après des études de droit et un début de carrière prometteur dans le secteur public au ministère du Commerce extérieur, elle se lance en politique. Intelligente, disciplinée, et aussi brillante qu'Ingrid, elle entre à la Chambre des députés puis au Sénat. Aujourd'hui âgée de 42 ans, Clara Rojas demeure une femme de conviction. Sa maternité révélée par un journaliste colombien est comme un cri d'amour lancé au monde entier. Son fils, né en captivité, aurait plus de deux ans. Toujours prisonnière de la jungle colombienne depuis cinq ans, séparée du père de son enfant, Clara poursuit un autre combat.

MARIE-HÉLÈNE MERLINI

Fernando Araujo, un ministre en otage



D.R.

Enlevé le : 4/2/2001
Durée de détention : 73 mois et un jour
Lieu de détention : jungle colombienne
Motif de détention : adversaire politique
S'est enfui le : 31/12/2006

Des heures de marche quotidienne dans la jungle colombienne, des rations alimentaires misérables, la chaleur insupportable... l'ancien ministre du Développement n'a pas bénéficié d'un statut privilégié durant ses longues années de détention. « Six ans, un mois et un jour », se rappelle Fernando

Araujo. Pour passer le temps, il fait durer chaque geste au maximum : « après le repas, où on me servait toujours le même menu, j'avais mon assiette avec énormément d'application. » Afin de fuir l'angoisse, il fait des exercices dans les 4m² où il est prisonnier. Entre son hamac et les arbres qui délimitent son espace, il alterne pompes, abdominaux, flexions, étirements : « le seul fait de penser que j'allais faire de la gymnastique, me laver, lire m'aidait à supporter les journées dans une certaine sérénité ».

Le 31 décembre dernier, après une offensive de l'armée sur les positions de la guérilla. Il réussit à s'échapper. Une cavale de cinq jours dans la jungle colombienne fait de lui un véritable héros dans son pays. A tel point que le président Alvaro Uribe l'a désigné, le 20 février dernier, nouveau ministre des Affaires étrangères. Une nomination inimaginable quelques semaines auparavant.
C. S.

La LCR rame dans la course au

A deux semaines du dépôt de candidature des futurs participants à la présidentielle, plongée dans la collecte des parrainages avec deux militants de la LCR « au fin fond du 47 »

J eudi, 8 heures. Valérie attend Manu. Elle est un peu en avance. Manu arrive. Un détour par la boulangerie pour un petit déjeuner sur le pouce : la journée va être longue. Les deux complices montent dans la voiture que leur a laissée « Pierrot », un autre militant de la LCR. « Accroche-toi. On va voir du pays », lance Manu avec sa bouille ronde. Le moteur démarre. Direction le Lot-et-Garonne.

10 heures. Après 150 km d'autoroute, une fois passé Marmande, l'immersion dans la France dite « profonde » ne fait plus aucun doute. Un che-

min étroit et défoncé traverse la campagne vallonnée. A droite comme à gauche, le même horizon. Des champs. La voiture s'arrête dans un petit village perché sur un coteau. Le moment de rencontrer le premier édile de la journée. Manu et Valérie envisagent d'en voir huit, la plupart agriculteurs retraités. Pas de chance, celui-là est absent. Et la secrétaire ne fera pas l'effort de faciliter le contact. Il va falloir se débrouiller. Comme d'habitude. « On part toujours avec les horaires de permanences en poche pour être sûrs de voir le maire. Et quand on se plante, on essaie

d'avoir son adresse personnelle », confie Valérie. Donc, direction la maison personnelle de l' élu. C'est la dernière au bout d'un sentier terreux. Manu sonne. Un homme d'une soixantaine d'années, un peu bourru, ouvre la porte. L'échange est bref. « Bonjour, excusez-moi de vous déranger, on vient pour les parrainages ». La réponse est imparable : « Vous savez, moi, je suis apolitique et je ne veux pas d'ennuis. Je ne signe pour personne ».

Sur les routes depuis un an

Manu et Valérie repartent. Penauds. Quelques kilomètres plus loin, rebelote. « Le maire n'est pas là ». Mais ici, la secrétaire est plus avenante. « Prenez à droite, puis à gauche. Vous allez arriver à un virage à angle droit. En face, il y a un silo. C'est là ». Mais une fois arrivé, c'est l'épouse qui s'encadre dans le pas de la porte. « Mon mari n'est pas là. Je vous donne son portable. Vous verrez, c'est quelqu'un d'assez ouvert. » Manu compose le numéro. Au bout du fil, la réponse est cinglante : « N'y pensez même pas ». Quelqu'un d'ouvert en effet. Les abonnements du chien étaient plus chaleureux. « On n'est pas vraiment surpris », affirme Valérie, « ici, ce n'est pas un terre de gauche ». Confirmation avec un nouvel appel de Manu : « J'ai signé pour Mégret en 2002, alors inutile de parler plus longtemps ». Midi. La faim se fait sentir. Mais il en reste encore un à voir. Demi-tour. Courage. Les roues de la Fiat patinent dans la boue. Vingt kilomètres plus loin, un chemin de terre sur la droite. Des poules, une grange attenante à une maison isolée. Une vieille

dame étend son linge. « Mon mari ? Il est en maison de repos. Il a eu un traumatisme crânien » Manu n'insiste pas. Tout juste glisse-t-il à Valérie : « C'est laborieux ».

Ce n'est pas la première fois que les deux compagnons sillonnent les routes pour convaincre les maires d'apporter leur soutien à Olivier Besancenot. En 2002 déjà, ils avaient parcouru l'Aquitaine : « A l'époque, on n'avait aucun repère. On a sérieusement ramé », confie Manu. Valérie embraie : « Même si Olivier avait été désigné candidat de la LCR en juin 2001, peu de monde le connaissait. Quand on a commencé à rendre visite aux maires, ils nous disaient : "Besan... quoi ? Comment vous l'appellez ?". Aujourd'hui, il est plus connu. Et on a l'expérience de 2002. Dès fé-

« Les présidentielles ? C'est déjà tout fait. Je ne signe pas. J'en ai ras le bol. »

vrier 2006, on a contacté les maires qui l'avaient déjà soutenu et après, on a élargi notre recherche. Mais beaucoup sont hésitants. » Et pour cause. Les maires ont peur. Peur d'avoir leur nom publié dans le journal. Peur de perdre leur fauteuil dans quelques mois. Et puis, le PS veut éviter l'émiettement à gauche. En août dernier, François Hollande s'est fendu d'une lettre aux élus socialistes pour qu'ils s'entendent à la candidature du parti. Une consigne qui pénalise la LCR. « Quand on a été dans les Lan-



On the road again. PHOTO J.R.

/ leSParrAinaGes

ux signatures

CEUX QUI ONT SIGNÉ

des, on s'est rendu compte que les élus socialistes faisaient barrage », confirme Valérie. « Le PS n'a rien compris », s'énerve Manu. « Il s'est pris une claque en 2002 avec les élections et en 2005 avec le référendum. Aujourd'hui, il agit le spectre du 21 avril pour éviter une nouvelle débâcle. Il joue la carte du "tous sauf Sarko", quitte à empêcher Olivier de se présenter ». La carte de la « démocratie participative » certainement... Il est temps de reprendre des forces. Pause déjeuner à Ville-real. C'est « Le Moderne » qui régale. L'occasion de faire le point sur soi, l'heure des confidences en quelques sortes. « Moi, je suis Basque et fils de gendarme. Pas forcément le profil type du militant de la LCR », concède Manu, aujourd'hui enseignant. Arrivé à Bordeaux en 1988 afin de poursuivre ses études, il a fait ses premiers pas de militant aux côtés de Lutte ouvrière en 1994, à l'occasion du mouvement contre le CIP de Ballardur. En juin 2000, le voilà à la LCR, séduit par « l'ouverture et la grande richesse de la vie démocratique du parti ». L'ouverture, Valérie n'en manque pas. A bientôt 41 ans, cette jeune femme blonde se définit comme une « itinérante ». « C'est une croque-mâis » s'esclaffe Manu en référence à son origine landaise. Après une expérience à Paris dans le monde de la publicité, elle se retrouve au chômage. « La pub, c'est un monde de requins », dit-elle aujourd'hui. Manu enchaîne : « Alors que la politique... ». Eclats de rire. Après trois mois en Inde, elle propose à l'Unesco d'écrire un Guide du routard de l'humanitaire. Recalée. Retour à Bordeaux pour un DUT de Communication. « A ce moment-là, je n'aurais jamais pensé de devenir militante... ». Et en 2001 – « parce que je n'aime pas Juppé » – elle s'engage aux côtés de ses amis de la LCR pour les municipa-

les. Et aujourd'hui, elle est sur la route pour collecter les signatures. Les signatures justement.

14 heures. Un café, et il est l'heure de repartir en campagne. Quelques tournants plus loin et une montée finale qui fait vrombir la Fiat. Nouvelle pause : on est en avance. Dix minutes d'attente. Au loin, un bruit de moteur. C'est un tracteur. Pour changer. Enfin, il arrive. C'est un boulanger retraité. Il est souriant mais il y a comme un air de déjà-vu dans son discours : « J'ai signé pour Arlette en 2002, mais cette fois, je ne signe pour personne ». Sans doute l'écho des campagnes. Marche arrière. Atterrissage deux collines plus loin. Où les propos ne varient pas d'un iota. L'agressivité en plus : « Vous venez pour les présidentielles ? C'est déjà tout fait. Je ne signe pas. J'en ai ras le bol. Au revoir ». Enième désillusion. Nouveau départ.

De Gaulle, Giscard d'Estaing, Mitterrand, Chirac et... Marianne.

15 heures 30. Victoire ! Cette fois, le maire reçoit Valérie dans son bureau. Enfin une promesse de signature ? Un doux rêve. Qui se transforme très vite en cauchemar. « Vous savez, moi, la politique, ça me passe au-dessus. Jelasubis. Le problème, c'est que les jeunes de 25 ans sont des fainéants. Ils me font honte. Moi, j'ai travaillé pendant 47 ans sans me plaindre et eux préfèrent être au

chômage. Il y en a marre du social. On va en crever ». Entre Sarkozy et Le Pen, son cœur balance. Valérie, désabusée, ne tente même pas de le convaincre. « Canesert à rien, c'est un réac' ».

Le suivant ne l'est pas. Mais son soutien, il l'a apporté à José Bové : « C'est le candidat de la ruralité », clame-t-il. « Son combat, c'est le mien. Il est contre les OGM. Mes administrés ne comprendraient pas que je ne le parraine pas. Et puis, je connais le délégué régional de Bové depuis trente ans. C'est un ami... » Difficile de rivaliser. « La LCR s'oppose aussi aux OGM », réplique Manu. Rien n'y fait. « Bové, il est comme moi » finit-il par lâcher. 18 heures. Il n'en reste plus qu'un. Le village est situé sur une colline. Original. A la mairie, tout le monde est là. De Gaulle, Giscard d'Estaing, Mitterrand et

Chirac, Martiaux, au mur. Marianne aussi. Décor franco-français dans ce bourg d'une centaine d'âmes. Des âmes perdues apparemment : « Quel que soit celui qui l'emporte, on est foutu. Donc moi, je ne signe pour personne. Et puis, il y a trop de candidats. Il en faudrait quatre. Allez, cinq à la limite si vous voulez ». Monsieur est trop bon. Et trop c...

18 heures 30. La tournée est finie. Dans la voiture, la déception est palpable. Les traits sont tirés, mais la détermination reste intacte. Manu interpelle Valérie : « On repart demain ? Ça serait bien de retourner dans les Landes ». Le temps presse. Le 16 mars, les 500 signatures devront être déposées au Conseil constitutionnel. C'est la dernière ligne droite. La lutte finale.

JULIEN RENON



ciNéma

Carles selon Pierre

À l'occasion de la sortie de « Volem rien foutre al país », Pierre Carles commente quelques affirmations extraites de ses précédents films.

« Les gens doivent moins consommer s'ils veulent moins travailler. »¹

Oui, c'est sûr. Mais « Volem... » va plus loin que cette simple assertion car il met ces propos en application. Il montre comment, concrètement, des gens essaient de vivre mieux, notamment en consommant moins.

« On reconnaît le niveau de liberté d'un individu non à sa capacité à travailler servilement afin de consommer servilement, mais à son degré d'épanouissement dans les activités et les loisirs qu'il aura défini toute conscience. »²

C'est presque une évidence. Car épanouissement égale activité choisie et non subie. Or, les travailleurs ne choisissent pas leur activité. Ils travaillent pour pouvoir consommer. L'idéal serait que chacun choisisse son activité. Resteraient les travaux pénibles, mais ne pourrait-on pas les répartir pour que ce ne soient pas toujours les mêmes – les plus défavorisés – qu'ils fassent ? Tous les candidats à la présidentielle disent qu'il faut travailler plus



pour gagner plus. Mais aucun n'évoque l'idée de supprimer les professions nuisibles, celles qui sont trop dégradantes pour la personne humaine ou l'idée, simplement, de pouvoir choisir son poste de travail.

« La vérité ne se mesure ni à l'applaudimètre ni à l'audience. »³ C'est le contraire de la démagogie qui dit « la majorité pense ça, alors je vais faire ça ». La démagogie s'appuie sur le fait que les gens n'ont pas eu le temps de

réfléchir. Prendre des mesures sur le critère de l'applaudimètre, c'est privilégier l'émotion sur la raison qui, elle, demande du temps, de la réflexion et de la discussion.

Concernant mes films, ils ont certes une audience faible, mais il vaut mieux être vu par 500 personnes avec une bonne écoute que par 500 000 personnes distraites devant la télévision.

« Mon expérience personnelle me rend sensible à des choses que d'autres ne verraient pas ; je me sens nerveux, énervé devant des choses que d'autres trouvent normales. »⁴

C'est mon cas. À cette différence près que c'est Bourdieu qui l'a dit et que je ne suis pas sociologue. Dans mes films, je ne propose pas d'analyse rationnelle, j'essaie de rire de tout ça, de me moquer. Mes documentaires sont aussi un spectacle, une dérision. Ce sont des films stimulants qui posent des questions plutôt qu'ils n'apportent des réponses.

J'en considère pas ce que je fais comme un travail, mais comme

une activité. J'ai conscience d'avoir le privilège de faire ce qui me plaît, de travailler de manière indépendante, de choisir mes collaborateurs. Surtout, je n'ai pas quelqu'un, un patron, qui me dit quoi faire. Je peux donc travailler à mon rythme contrairement aux journalistes qui, eux, produisent dans le stress et l'urgence. Je n'érealise donc pas des films dans des conditions très confortables mais au moins, ils ont une cohérence. Et puis, je prends plaisir à les écrire et je pense que ça se voit.

PROPOS RECUEILLIS
PAR LINDA DOUIFI

- 1 Extrait d'Attention Danger Travail
- 2 Extrait du site de Pierre Carles
- 3, 4 Extrait de La Sociologie est un sport de combat

Le film *Volem rien foutre al país* est projeté en avant-première à l'Utopia vendredi 2 mars à 20 h 30, en présence de Pierre Carles. Sa sortie nationale est prévue le 7 mars.

hUmeur !

Calcul politique et aberration comptable

La campagne électorale qui s'annonce sera réduite-t-elle, après un tour de chauffe purement médiatique, à une rude bataille de chiffres ? À l'heure du chiffrage des programmes, on peut l'espérer... ou le craindre. Et dans ce cas-là, peut-on rêver mieux, comme ultime terrain d'affrontement, que le domaine très sensible de la santé ? Prenons le cas de l'hôpital. Les capacités d'accueil y sont limitées. Et c'est un casse-tête souvent

insoluble que de trouver un lit pour chaque patient. A moins de faire preuve de bon sens. Et sur ce point, le personnel médical est formel : de nombreux patients admis à l'hôpital pourraient être pris en charge dans des structures ad hoc, comme des maisons de retraite, au lieu d'occuper des lits facturés au moins 1 000 € la journée. Le sens commun voudrait donc que l'on construise de nouveaux lieux d'accueil médicalisés. Une

démarche coûteuse à très court terme, certes, mais rapidement rentable.

Alors pourquoi s'entêter à dépenser trop ? La raison en est simple. Il suffit de savoir que les dépenses médicales entrent dans le calcul du PIB (à hauteur de 11,14 % en 2005, soit 190,5 milliards d'euros). Un produit intérieur brut généralement présenté comme un indice de prospérité. Alors, revoir ces dépenses à la baisse

rimerait, sur le papier, à faire basculer le pays dans la récession. Quel gouvernement, quel ministre prendrait un tel risque politique ?

À la priorité publique s'oppose ici la priorité politique. Une certaine vérité des candidats se fera jour selon le choix qu'ils opéreront en la matière. A moins que les silences ne les réunissent dans un éternel : « Cachez ce dossier que je ne saurais voir ! »

MANUEL RAMBAUD

campagne

Empêtrés dans la dette

L'état calamiteux des finances publiques encombre les candidats en campagne. Peuvent-ils encore tout promettre ?

Nicolas Sarkozy contraint par son équipe de campagne de revenir sur ses promesses de baisses d'impôts, Ségolène Royal sommée de déchiffrer précisément les propositions de son programme... Rarement il aura tant été question de gros sous dans une campagne présidentielle.

C'est qu'en 25 ans, la dette publique a été multipliée par cinq. Et l'opinion le sait : 81 % des Français jugent préoccupant l'état de la dette et des dépenses publiques, selon un sondage réalisé les 5 et 6 janvier dernier¹. Mieux, plus de la moitié des personnes interrogées consentirait à renoncer à toute baisse d'impôt tant que le budget, cette année encore déficitaire de 36 milliards d'euros, ne sera pas rééquilibré. Presque une révolution.

Groupes de pression

Le 6 novembre dernier Jean Arthuis, président UDF de la commission des Finances du Sénat, interpelle le gouvernement : « À partir d'aujourd'hui, l'État vit à crédit. Chaque jour d'ici au 31 décembre, vous allez devoir emprunter 750 millions d'euros. »

En pleine campagne présidentielle, la dette poursuit les politiques. Et s'ils l'oublient, d'autres sont là pour la leur rappeler. L'Institut de l'entreprise est un groupe de pression qui regroupe plus de 120 sociétés. Fin septembre 2006, ce think-tank libéral crée une cellule chargée de chiffrer les propositions des candidats à l'élection présidentielle.

Enjeu électoral

But avoué par le directeur de l'Institut, Michel Pébereau, également président du conseil d'administration de BNP-Paribas : « Susciter une prise de position des candidats sur les sujets économiques et sociaux. » Les



Arlette Chabot apostrophe le candidat Bayrou au cours de son émission « À vous de juger », sur France 2. Au-dessous d'eux, le compteur de la dette défile. PHOTO DR

résultats sont mis en ligne sur le site www.debat2007.fr. Les médias se ruent sur ce nouvel outil.

Et ils ne sont pas déçus. Quand l'UMP chiffre son programme à 32 milliards d'euros, l'Institut des entreprises estime, pour sa part, que Nicolas Sarkozy devra trouver 50 milliards pour mettre en œuvre ses propositions. Sans

compter les 68 milliards que coûteraient ses mesures fiscales. Malaise rue d'Enghien.

Jusqu'à là, seules les opinions d'Europe du nord se préoccupaient assez de leurs deniers publics pour en faire de véritables thèmes de campagne. La France, terre latine et prodigue, serait-elle en train de s'y mettre elle aussi ? Quoi qu'il en soit, il

Plus de **1 200**

Milliards d'euros, c'est le montant que la dette atteindrait aujourd'hui en France. Soit près de

19 000 euros par Français.

Le seul service de la dette (les intérêts payés cha-

40 que année) s'élève à

Milliards d'euros.

La part de la dette représente

64,6 % du PIB,

6,4 points de plus qu'en 2002. C'est mieux qu'en

Italie (**106** %) mais moins

bien qu'en Espagne (**43** %) ou au Royaume-

Uni (**42** %). Le déficit du budget de la France était de

36 Milliards d'euros en 2006.

ya urgence : le temps de lire cet article, la dette publique a crû de 200 000 euros.

QUENTIN CANETTE

¹ : sondage LH2 pour l'Institut des entreprises réalisé par la méthode des quotas sur 999 personnes.

Des promesses qui comptent...

Flashés en plein excès de promesses, la plupart des candidats à l'élection présidentielle se sont pris les pieds dans les tapis des finances publiques. Premier tonton flingueur : l'UMP qui ouvre le feu sur la candidate socialiste.

La victime se défend, refuse les estimations de l'UMP qui évalue son programme à plus de 60 milliards d'euros. Elle ne reconnaît qu'un « coût net de 35 milliards d'euros. »

Mais sur l'air du flingueur flingué, c'est au tour du premier tireur de devoir se justifier. Devant l'inflation de promesses, Sarkozy est contraint de repenser, lui aussi, sa copie (voir plus haut). Plus à gauche, et surtout beaucoup plus haut, le candidat Bové revendique un programme de

140 milliards d'euros. « Il faut taxer davantage les profits des grandes entreprises », prône Hervé Connangle, membre du comité de soutien départemental à José Bové. De là à savoir si cela suffira...

D'autres, au contraire, font de cette problématique un argument de campagne. À l'UDF, on se targue de proposer un programme en équilibre. « Baisser les impôts serait irresponsable », avertit Mathieu Ara, secrétaire départemental de la Gironde. « Les gens ont tant promis qu'ils ne tiennent pas. Les électeurs attendent un discours de vérité. » Au total, 21 milliards de propositions, entièrement financées par des économies et... des reports de dette sur les collectivités locales.

fEstiVal

Des dés et des idées

Le Ludofestival de Canéjan, c'est Cannes sans « éjan », sans les stars mais avec beaucoup de jeux de société.

Colonel Moutarde accompagné de Mademoiselle Rose, Docteur Maboul et son bistouri infernal ou encore le Nain Jaune sur son 31 : tous participent au quatrième festival du jeu de société de Canéjan. Pas de tapis rouge, ni de palais des festivals, mais des tapis de cartes et une bergerie rénovée pour accueillir les curieux comme les mordus. C'est moins guindé que les soirées officielles mais tellement plus tordant ! Gaëlle Volkmann et Françoise Bouyé, membres suractives de la ludothèque de Canéjan, sont aux manettes de ce « vieux projet fait maison » depuis sa création en 2004. Passionnaris du jeu, les Dupond et Dupont canéjanaises, comme on les appelle, ont le ludique dans les sang. Françoise a converti son fils. Quant à Gaëlle, elle a toujours une « boîte » sous le coude. Elles amassent aussi les jeux joués dans nos ancêtres, exposés

pour l'occasion dans une vitrine sous clé. Mais pour les « maîtresses de cérémonie », ce festival permet surtout au public de naviguer entre jeu et découverte de prototypes. Clics, Maxamec, Du Balai ou encore Magouilles et magots, derrière ce trouvaillis cache une bonne après-midi de réflexion, de franchises rigolades, de ruses surnoises.

Silence, on joue

Avec une détermination sans (1000) borne(s), elles rêvent d'une nouvelle ludothèque de 300m². Avis aux collectivités locales... Des idées pour l'animer, elles en ont, mais chut... « Dans l'univers de la distraction, c'est comme dans celui des affaires, il y a des espions », disent-elles avec sérieux, cette fois. Car attention aux fuites : elles n'aimeraient pas se faire souffler (n'est pas jouer) leur projet. Car ce monde du ludique peut être impitoyable : des



Les créateurs de jeux proposent leurs derniers « bébés ». PHOTOM.T.

jeux brevetés ont déjà été copiés et ce, peut-être dans les couloirs du Salon du jouet. Alors, ça ne fait pas un pli, leur projet pourrait intéresser d'autres. Au petit jeu des comptes et des bilans, elles espèrent dépasser les 1 200 participants enregistrés l'année dernière. A mi-parcours, elles

étaient à 680 vainqueurs et perdants. La partie semble donc en passe d'être gagnée.

MAXIME TERRACOL

Jusqu'à vendredi, à la bergerie du Courneau de Canéjan.

Renseignements : tél. 06 25 49 69 68

sOciÉTé

Enfance abusée : rompre le silence

Pour ses dix ans, l'association SOS Violences sexuelles organise ce vendredi un colloque sur le thème des abus sexuels subis par les mineurs.

Un décennier d'existence et toujours de nouveaux combats pour SOS Violences sexuelles. En 2005, l'Observatoire national de l'action sociale a recensé 4 700 cas d'abus sexuels commis sur des enfants. « Nous savons pourtant que 90 % de ces infractions ne sont pas déclarées aux autorités », précise Caroline Pieters, la présidente de l'association. Cette parole-là ne se libère pas facilement. Certains parents emmènent leurs enfants à l'association parce que face au médecin ou au policier, les mots ne sont pas sortis. Et quand ils sortent, parfois, ils ne sont pas entendus : « Quand le couple est séparé et que l'enfant dénonce des attouchements, des viols, on dit souvent que sa mère l'a instru-



12 bénévoles sont à l'écoute des victimes. D.R.

mentalisé ».

La très grande majorité de ces infractions sont le fait de l'entourage : à la maison, dans les centres de loisirs, à l'école. Selon Caroline Pieters, l'institution scolaire a longtemps étouffé les

plaintes. En 2001, Ségolène Royal, alors ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance, rappelle fermement à l'école son devoir de protéger les élèves.

Faire de la pédagogie

SOS Violences sexuelles intervient dans les établissements scolaires que

sollicitent, « pour expliquer aux mineurs quels sont leurs droits, mais aussi pour avoir de véritables échanges avec eux ». L'occasion de faire tomber des préjugés et de bousculer les tabous. Le colloque de vendredi ac-

cueillera magistrats, pédopsychiatres... Le but est d'impliquer le plus d'acteurs sociaux pour mieux protéger les enfants. La France possède de certes l'arsenal juridique le plus répressif d'Europe en la matière, mais les associations restent vigilantes. « Nous voulons par exemple que le terme "inceste" soit inscrit dans la loi. C'est symbolique mais c'est important pour les victimes qu'un mot soit mis sur leurs souffrances. »

NOURIA MOOLNA

Colloque « Les violences sexuelles sur mineurs », le vendredi 2 mars, 9 h-18 h à l'Athénée municipal de Bordeaux
Tél. : 05 56 44 62 09



Portrait

Grégoire le Géorgien

L'ainé des Yachvili, joueur-clé de l'Union Bordeaux-Bègles, se verrait bien disputer sa deuxième Coupe du monde de rugby avec la Géorgie.

Faisons un rêve. 30 septembre 2007, l'équipe de France de rugby affronte la Géorgie à Marseille. Dimitri Yachvili dirige la mêlée française. Face à lui, son frère Grégoire tente d'endiguer les assauts tricolores. Quel sera le sort de cette fiction ? Les deux frères Yachvili finiront-ils par être adversaires en Coupe du monde ? En tout cas, ce scénario n'est pas totalement absurde. En septembre, la France et la Géorgie se retrouveront dans la même poule. Sauf blessure, Dimitri sera de l'aventure avec les Bleus. Quant à Grégoire, troisième ligne aile de l'Union Bordeaux-Bègles, il postule à nouveau pour la sélection géorgienne après s'être remis en retrait pendant trois ans pour des raisons professionnelles.

Dimension affective

Fin des années 1990. L'ainé des Yachvili, aujourd'hui âgé de 29 ans, profite des ascendances géorgiennes* pour intégrer l'équipe nationale. Un choix qu'il dit ne pas regretter : « Quand, à vingt ans, on vient de jouer pour un pays qui est en passe de se qualifier pour la Coupe du Monde, tu ne te poses même pas la question ». Rapidement, le défi sportif se double d'une dimension affective : « Ça a été une sorte de retour vers mes origines, raconte-t-il. Mon grand-père, qui s'est évadé d'un camp allemand, a été considéré comme déserteur par les Soviétiques après la guerre. Il ne pouvait pas retourner dans son pays. Sinon, il aurait été envoyé au Goulag. C'est pour ça qu'ils s'est

installé en France, à Brive, où je suis né ». Quand il évoque ses racines, le colosse (1,91 m pour 97 kilos) s'anime, marquant une certaine émotion : « Quand je suis allé là-bas, j'ai été accueilli par ma famille d'origine que je n'avais jamais vue. Pour mon premier match, tous mes cousins agitaient des drapeaux français ».

Les « lelos »

Avec la Géorgie, il participe en 2003 à la première Coupe du Monde de l'histoire du pays. « Quand on s'est qualifié, là-bas c'était la folie. Comme ici quand la France a emporté la Coupe du monde de football ». Dans cette ex-République soviétique, le rugby constitue la vitrine d'une nation en reconstruction. Un engouement pour le ballon ovale qui fait figure d'exception dans cette région si éloignée des espaces traditionnels du rugby. En parfait ambassadeur de son pays « d'adoption », Grégoire tient l'explication : « Au Moyen-Âge déjà, les Géorgiens pratiquaient un sport voisin du rugby appelé "lelo", qui signifie "soleil". Il fallait passer une vessie de porc d'un village à un autre par n'importe quel moyen, du lever au coucher du soleil. Les joueurs de l'équipe nationale sont d'ailleurs surnommés les "lelos" en référence à ce jeu ».

« Quand on s'est qualifié pour la Coupe du monde, en Géorgie, c'était la folie. »

« S'il y a du rugby, c'est implanté là-bas, poursuit-il, c'est aussi parce qu'il y a une culture d'hommes forts et de lutteurs. Enfin, il ne faut pas négliger l'apport du Français Claude Saurel qui a amené l'équipe nationale à sa première Coupe du monde ».



Grégoire Yachvili : « La date de France-Géorgie est marquée d'une croix dans mon calendrier. » PHOTO P. M.

Pluriactif

Les meilleurs joueurs géorgiens évoluent aujourd'hui dans le championnat de France. La plupart en deuxième division, comme Grégoire. Lui qui aurait « le potentiel pour jouer en Top 14 », dicit son entraîneur Patrick Vergé, a préféré l'anonymat relatif de la Pro D2. Après des passages au Métro-Racing, à Bègles et au Stade Bordelais, Grégoire, qui connaît donc bien la maison bordelaise, a décidé de rester en Gironde. Une attitude à l'image du personnage, qui cultive une simplicité et un recul sur son sport qu'il détonne dans un milieu obnubilé par le court terme : « J'ai eu l'opportunité d'évoluer à un niveau supérieur, mais j'ai toujours privilégié dans mes choix l'aspect social : mon travail et ma vie de famille ». Grégoire Yachvili fait partie de ces joueurs « pluriactifs », qui parviennent, malgré des exigences de plus en plus fortes, à conjuguer travail et pratique du rugby à temps plein. « Ce n'est pas un problème pour moi, affirme-t-il.

Je me considère même comme un privilégié. Et puis, je suis conscient que, du jour au lendemain, il peut m'arriver quelque chose qui m'empêche de jouer au rugby. Je veux pouvoir assurer mes arrières ». Et tant pis si son travail entrave sa progression rugbystique. Pour participer à la Coupe du monde 2003, il a dû se mettre en congé de son emploi à la mairie de Bordeaux. Poste qu'il a ensuite récupéré en se retirant de la sélection géorgienne à partir de 2004, ce qui compromet aujourd'hui ses chances de sélection pour la Coupe du monde 2007. Qu'importe, il n'en fait pas une obsession : « Mon objectif, c'est avant tout d'aider l'Union à rester en Pro D2. Quant à la Coupe du monde, ma plus belle coupe du monde, c'est mon fils de quinze mois ».

PIERRE MAILHARIN

* Au rugby, un joueur peut évoluer avec un autre pays que le sien s'il justifie d'au moins un parent ou grand-parent originaire de ce pays

piErres

Roquetaillade, très cher château

Six tours rondes, des murs d'une épaisseur toute médiévale et un donjon carré : derrière la robustesse apparente de l'édifice s'élargit un gouffre financier.

Madame la vicomtesse Rosalind de Baritault du Carpia en convient : « Comment on vit aujourd'hui dans un château comme le nôtre ? Eh bien, nous survivons ». La réalité quotidienne de la famille, c'est le combat pour maintenir debout ce monument écrasant, un des plus fameux d'Aquitaine. « Comme vous pouvez le constater, il fait froid et, du coup, avec l'humidité, tout l'intérieur se détériore. » C'est presque un record pour la région : cela fait 700 ans que les héritiers de la même descendance occupent les lieux. Aujourd'hui encore, trois générations de Baritault du Carpia vivent à Roquetaillade et entretiennent le château tant bien que mal. L'actuelle maîtresse des lieux, Rosalind, est britannique de naissance et n'est pas aristocrate par le sang.

Une affaire de succession
Tout bascule pour elle en janvier 1984. À l'époque, elle est mariée à Jean-Pierre, un des cinq héritiers directs du domaine. Elle est professeur d'anglais à la fac de Nanterre et passe régulièrement une partie de ses vacances au château. Se pose alors la question de la succession : « La tante de mon mari est morte, elle n'avait pas d'enfants. Ils étaient cinq frères et sœurs et personne n'avoué prendre en charge l'édifice. Alors, c'est nous qui en avons hérité. » Dix ans plus tard, l'époux décède. La vicomtesse et son fils prennent Roquetaillade en charge, ce qu'elle appelle



Le château de Roquetaillade, occupé par la même famille depuis le XIV^e siècle. PHOTO TL

sa « mission ». « Roquetaillade ne nous appartient pas, nous appartenons à Roquetaillade, dit-elle. La question d'apprécier ou non la vie de château ne se pose pas. Nous avons l'obligation de sauver ce château, c'est la maison de la famille. »

Vendre du vin et louer les murs

« Lorsque je vends du vin, je ne vends pas de pierre et l'inverse est vrai ». Dans la famille Baritault, Sébastien est le fils. C'est un self-made-man, un homme qui a tout appris du métier de viticulteur à la mort de son père. Il gère aujourd'hui un vignoble de près de 70 hectares au cœur des Graves : ses vins blancs sont régulièrement récompensés mais la rentabilité de l'exploitation ne semble pas liée à son prestige. La produc-

tion viticole ne suffit donc pas à l'entretien du château. Il a donc fallu trouver autre chose.

Ce qui permet jusqu'à maintenant d'entretenir le château, ce sont les visites. Déjà dans

les années 1980, la famille de Baritault ouvrait ses portes à plus de 90 000 visiteurs par an. Aujourd'hui ils sont toujours plus nombreux à apprécier le colosse, un succès qui n'est pas vraiment la vicomtesse Rosalind : « C'est parfois extrêmement dur de vivre ici et la chose la plus difficile, c'est d'avoir des comptes à rendre aux visiteurs. Parce que la seule possibilité pour maintenir debout ce château, c'est de l'ouvrir au public. Mais il faut répondre à leurs questions, être en butte à leur curiosité, et la conséquence, c'est que notre vie privée est très réduite ». Un avis que partage certainement Margaux, la nièce de Rosalind, qui aurait peut-être bien aimé prendre son café dominical en paix, sans avoir à jouer le guide pour les visites du matin.

THIBAUT LEFÈVRE

« C'est parfois dur de vivre ici »



La vicomtesse Rosalind de Baritault du Carpia. PHOTO TL